



> CONDITIONS GÉNÉRALES D'ESSENT BELGIUM SA

essent.be

POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ ET/OU DE GAZ NATUREL AUX CONSOMMATEURS, AUX INDÉPENDANTS ET PME / VERSION 201008

Article 1. Définitions

Point de fourniture: point indiqué par le Client comme étant l'adresse de consommation de l'électricité et/ou du gaz naturel; ce point a un numéro EAN unique,

Client : toute personne physique ou morale qui acquiert ou utilise de l'électricité et/ou du gaz naturel de Essent,

Consommateur: Client qui acquiert ou utilise à des fins excluant tout caractère professionnel, de l'électricité et/ou du gaz naturel,

Client professionnel : Client qui acquiert ou utilise de l'électricité et/ou du gaz naturel totalement ou partiellement à des fins professionnelles,

Essent: Essent Belgium SA, fournisseur d'électricité et de gaz ayant son siège social à Anvers, et/ou les entreprises lui étant liées, ainsi que ses ayants droit à titre général ou particulier,

Fourniture: la mise à disposition sur le réseau par Essent, hors transport/approvisionnement, d'électricité et/ou de gaz naturel, telle que convenue avec le Client dans le Contrat,

Réseau: toutes les connexions destinées au transport d'électricité et/ou de gaz naturel ainsi que les transformateurs, stations de connexion, de distribution, sous-stations et autres outils y afférents relevant de la responsabilité du Gestionnaire du réseau,

Contrat: l'ensemble des accords qui sont en vigueur entre Essent et le Client concernant la fourniture d'électricité et/ou de gaz naturel, tels que repris dans les conditions générales et les éventuelles conditions particulières ainsi que la carte des tarifs et les ajouts et/ou modifications dont le Client et Essent auront convenu par écrit.

Les concepts non définis dans les présentes Conditions générales s'entendent conformément aux définitions reprises dans la législation applicable, notamment les Règlements techniques de distribution d'électricité et de gaz.

Article 2. Applicabilité et modifications

2.1 Les présentes conditions générales font partie intégrante de toutes les offres et de tous les contrats entre Essent et le Client. L'application de toute autre condition est formellement exclue.

2.2 Si nécessaire, Essent peut modifier en cours de contrat les présentes conditions générales et les éventuelles conditions particulières. Les modifications entrent en vigueur deux (2) mois après le jour de leur notification au Client, à moins que celle-ci ne mentionne une date ultérieure d'entrée en vigueur ou que les modifications ne résultent directement ou indirectement de décisions des autorités. Sauf si la modification résulte d'une mesure imposée par les autorités publiques, dans le mois de la notification de la modification, le Client peut résilier son contrat par courrier recommandé en respectant un délai de préavis d'un (1) mois.

2.3 La notification des modifications des clauses contractuelles s'effectue valablement entre autres par écrit ou par support électronique adressé au Client ou par une mention figurant sur la facture. Les conditions générales applicables peuvent être consultées sur www.essent.be.

2.4 En cas de contradiction entre d'une part les dispositions des conditions particulières ou de la carte tarifaire applicables et d'autre part celles des conditions générales, les conditions particulières ou la carte tarifaire prévaudront.

Article 3. Conclusion, entrée en vigueur et durée du Contrat

3.1 La livraison d'électricité et/ou de gaz naturel s'effectue en vertu d'un Contrat conclu entre Essent et le Client.

3.2 Le Contrat est conclu dès que le Client a accepté l'offre de Essent ou, le cas échéant, à l'expiration du délai de renonciation applicable. Le Contrat est également soumis à la condition suspensive visée à l'article 9.1

3.3 En concluant un Contrat, le Client autorise Essent à entreprendre en son nom et pour son compte toutes les démarches utiles pour réaliser le changement de fournisseur, en ce compris la demande de son(ses) code(s) EAN et des historiques de consommation. Lorsque le Client est un Consommateur et qu'il possède déjà un contrat avec un autre fournisseur, Essent est également habilité – sauf avis contraire écrit du Consommateur – à s'informer auprès du fournisseur actuel de la durée et des modalités de résiliation du contrat de fourniture d'électricité et/ou de gaz naturel.

3.4 La Fourniture commence au moment où Essent figure comme fournisseur pour le Point de fourniture concerné dans le registre d'accès du Gestionnaire de réseau. La date de début de la Fourniture peut être différente pour l'électricité et le gaz naturel. Lorsque le Client est un Consommateur et qu'il change de fournisseur, sauf demande écrite contraire, il donne mandat exprès à Essent pour résilier en son nom et pour son compte son contrat avec son précédent fournisseur moyennant le respect du préavis contractuel. La Fourniture commencera dans ces conditions à l'expiration du précédent contrat. La date de début de Fourniture sera communiquée au Client par écrit ou par support électronique.

3.5 Sauf conditions particulières ou disposition légale contraire, le Contrat a une durée d'un an. Il prend cours à partir du début de la Fourniture.

3.6 A chaque échéance, tout contrat à durée déterminée est automatiquement prolongé d'une période équivalente à la durée de fourniture initiale, sauf si le Client ou Essent en demande la résiliation au plus tard un (1) mois avant l'échéance par courrier recommandé adressé à l'autre partie.

Jusqu'à deux (2) mois avant l'échéance de la durée de fourniture, Essent peut notifier au Client, par écrit ou par support électronique, les nouveaux prix et/ou conditions applicables à la Durée de fourniture suivante. Ces nouveaux prix et/ou conditions entrent en vigueur à la date de prolongation sauf si le Client résilie le Contrat conformément à l'alinéa précédent.

3.7 Dans le cas où le Consommateur résilie anticipativement le Contrat ou y met un terme sans délai de préavis ou avec un délai trop court, le Consommateur sera redevable à Essent d'une indemnité de 50 euros si la rupture intervient dans les 6 mois avant l'échéance de la Durée de fourniture ou de 75 euros dans les autres cas.

Dans le cas où le Client professionnel résilie anticipativement le Contrat ou y met un terme sans délai de préavis ou avec un délai trop court, le Client professionnel sera redevable d'une indemnité égale à 3 mois de consommation moyenne pendant l'année précédant la fin du Contrat.

3.8 Si le contrat est à durée indéterminée, il pourra être résilié à tout moment par le Client ou Essent moyennant préavis d'un (1) mois par courrier recommandé adressé à l'autre partie. Des nouveaux prix et/ou conditions applicables peuvent rentrer en vigueur conformément à la procédure visée à l'article 2.2.

3.9 Le Contrat a un caractère exclusif. Le Client déclare n'avoir conclu aucun autre contrat avec un autre fournisseur que Essent pour la fourniture d'électricité et/ou de gaz naturel au même point de Fourniture et pour la même durée du Contrat.

Article 4. Gestionnaire de réseau

4.1 Le Client se charge de conclure un contrat de raccordement distinct avec le Gestionnaire de réseau concernant son raccordement au Réseau (compteurs, installations, etc.). Essent n'est pas partie à ce contrat et décline dès lors toute responsabilité pour les préjudices résultant de l'exécution dudit contrat par le Client ou le Gestionnaire de réseau.

4.2 La responsabilité du fonctionnement du réseau ainsi que de la continuité et la qualité de la Fourniture incombent au Gestionnaire de réseau et n'engagent en rien la responsabilité de Essent.

Si le Gestionnaire de réseau limite ou interrompt l'alimentation en électricité et/ou gaz naturel, Essent a également le droit de limiter ou d'interrompre la Fourniture sans qu'une quelconque indemnité soit due de ce chef au Client.

4.3 Essent garantit la Fourniture jusqu'au point d'injection, c'est-à-dire, lorsqu'il s'agit d'électricité, le lieu physique d'un point du Réseau de transmission où l'électricité est in-

jectée pour les besoins de la Fourniture et, lorsqu'il s'agit de gaz naturel, le lieu d'injection de gaz.

Article 5. Détermination de l'étendue de la Fourniture

5.1 Essent reçoit les données de consommation (relevés de compteurs) du Gestionnaire de réseau. Lorsque le Client communique les relevés à Essent, le Client est responsable de l'exactitude des données communiquées. Les données de consommation communiquées par le Gestionnaire de réseau prévalent toujours sur celles communiquées par le Client.

5.2 En cas de doute sur l'exactitude des relevés, tant le Client que Essent peuvent demander une inspection du compteur. Cette inspection s'effectue aux frais du demandeur, sauf si le Règlement technique de distribution en détermine autrement.

5.3 Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, la rectification des relevés et de la facturation qui s'y rapporte peut remonter au maximum à deux (2) ans avant le dernier relevé.

5.4 Le Client ne peut accomplir ou faire accomplir aucun acte susceptible de nuire à la détermination correcte du volume de la Fourniture, au fonctionnement normal du Compteur ou qui empêche Essent de facturer correctement le Client.

5.5 Essent ne peut être tenu responsable de la communication de mauvaises données de consommation ou de la tardiveté de cette communication par le Gestionnaire de réseau.

Article 6. Interruption de la Fourniture pour non-respect

6.1 Sous réserve de l'application de la législation relative aux obligations de service public à caractère social et, dans la mesure du possible, après l'envoi d'un avertissement préalable, Essent peut interrompre ou cesser la Fourniture, sans intervention judiciaire, si et aussi longtemps que le Client ne respecte pas un ou plusieurs articles des présentes conditions générales ou des conditions particulières. Une telle situation peut notamment se produire:

a. lorsque le Client ne respecte pas ses obligations de paiement ou toute autre obligation, après mise en demeure;

b. lorsque le Client fraude ou revend à des tiers l'électricité et/ou le gaz naturel fourni ;

c. lorsque le Client néglige, à la conclusion ou en cours d'exécution du Contrat, d'informer immédiatement Essent d'un élément dont il aurait connaissance et pouvant empêcher ou compliquer l'exécution du Contrat ;

d. lorsque Essent a des raisons de penser que la situation financière du Client professionnel est telle qu'il ne respectera pas ses engagements (par ex. en cas de saisie, de dettes ONSS, etc.) ou lorsque le Client professionnel cesse ses activités, est en faillite, en liquidation ou fait l'objet d'une procédure de réorganisation judiciaire ;

e. lorsque le Client professionnel ne constitue pas (à temps) la garantie demandée en vertu de l'article 9.3.

En cas de cessation du Contrat conformément à l'article 6.1, Essent a droit à des dommages-intérêts dont le montant sera au moins égal à trois mois de consommation moyenne pendant la dernière année précédant la fin du Contrat, Essent se réservant le droit de récupérer la totalité du préjudice subi si celui-ci s'avère supérieur.

6.2 Le Client peut mettre anticipativement un terme au Contrat par courrier recommandé, avec entrée en vigueur immédiate et sans intervention judiciaire, lorsque des manquements contractuels graves sont imputables à Essent.

Article 7. Tarifs

7.1 Le montant dû par le Client pour la Fourniture est précisé dans les conditions particulières du Contrat ou dans la carte tarifaire. Sauf disposition contraire, le prix comprend:

- le prix de l'électricité et/ou du gaz naturel (7.2),

- les frais de transport et de distribution (7.3),

- les taxes, redevances, contributions au fonctionnement des instances de régulation, ristournes et cotisations existantes ou à venir (7.4).

7.2 Le prix de l'électricité et/ou du gaz naturel est fixé par Essent.

7.3 Les frais de transport et de distribution dus au Gestionnaire de réseau sont approuvés par la CREG (www.creg.be) et sont automatiquement et intégralement refacturés au Client par Essent. Les modifications des frais de transport et de distribution ne sont pas soumises à une notification préalable et n'autorisent pas le Client à résilier anticipativement le Contrat.

7.4 Les frais nouveaux et/ou existants correspondant aux taxes, contributions, redevances, frais de fonctionnement des instances régulatrices, ristournes et cotisations que Essent est légalement tenu ou autorisé à porter en compte sont automatiquement et intégralement refacturés au Client. Les modifications des taxes, redevances, contributions, frais de fonctionnement des instances de régulation, ristournes et cotisations existants ou à venir ne sont pas soumises à une notification préalable et n'autorisent pas le Client à résilier anticipativement le Contrat.

7.5 Dans le cadre des obligations légales, Essent doit justifier une partie de la Fourniture d'électricité à l'aide de certificats verts et/ou de cogénération et/ou de documents analogues. Essent facture au Client une contribution égale au tarif maximum de l'amende administrative que les autorités peuvent imposer à Essent.

7.6 Les frais d'ouverture ou de fermeture du Point de fourniture ne sont pas inclus dans le prix. Ces frais sont facturés par le Gestionnaire de réseau et, le cas échéant, sont refacturés au Client. Les loyers, indemnités pour services réseau supplémentaires, amendes réactives et/ou autres frais éventuels émanant du Gestionnaire de réseau ou de toute autre instance compétente sont automatiquement répercutés dans leur intégralité auprès du Consommateur, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 8. Facturation et paiement.

8.1 Sur base des relevés communiqués conformément à l'article 5, le Client reçoit chaque année et au terme de son contrat une facture de décompte, déduction faite des acomptes. Lorsque Essent ne dispose pas de relevés, que ceux-ci sont incorrects ou ont été communiqués en retard par le Gestionnaire de réseau, Essent se réserve le droit de faire une évaluation de la consommation du Consommateur et d'établir sa facture sur cette base. Dès que les relevés corrects sont transmis par le Gestionnaire de réseau, la consommation réelle est calculée et portée en compte.

8.2 Sauf disposition particulière contraire, le Client devra payer mensuellement des acomptes intermédiaires. Le montant de ces acomptes est déterminé en toute équité par Essent soit sur base de données de consommation communiquées par le Gestionnaire de réseau, soit sur base de la consommation estimée que le Consommateur a communiquée.

Le Client peut demander une adaptation du montant de ses acomptes. Dans un délai raisonnable, Essent fera savoir de manière motivée au Consommateur s'il accède à sa demande. Essent ne pourra en aucun cas être tenu responsable des différences constatées entre la consommation réelle et la consommation estimée prise en considération pour le calcul de l'acompte.

8.3 Le Client fera ses paiements soit par domiciliation bancaire, soit par virement.

8.4 Lorsque le Client choisit de payer par domiciliation, il ne reçoit en principe pas de factures d'acompte intermédiaires. Le Client est toutefois informé à l'avance du montant de l'acompte mensuel qui sera débité de son compte et des périodes auxquelles lesdits acomptes seront débités ainsi que de toute modification à leur sujet en cours de contrat. Si le Client choisit de payer par virement, il recevra des factures d'acompte.

8.5 Toute facture doit être acquittée dans les 15 jours calendriers de sa réception ou dans le délai mentionné par Essent sur la facture si celui-ci est supérieur à 15 jours. Une facture est réputée être reçue dans les 3 jours ouvrables de sa date.

Dans le cas d'un paiement par domiciliation, le Client veillera à ce que le compte à débiter soit toujours suffisamment provisionné, aux dates prévues pour le débit des acomptes et

le 15ème jour suivant la facture visée à l'article 8.1. Si la banque et/ou l'institution postale refuse un ordre de domiciliation, les frais encourus par Essent sont facturés au Client.

8.6 Toute contestation éventuelle relative aux factures, spécifications, descriptions ou prix doit être portée à la connaissance de Essent par écrit dans les douze (12) mois de la réception de la facture litigieuse par les Consommateurs et dans un délai de quinze (15) jours par les Clients professionnels. Les plaintes n'autorisent pas le Client à suspendre totalement son obligation de paiement, mais uniquement la partie contestée. Tout retard de paiement d'une facture incontestée entraîne l'exigibilité immédiate de toutes les autres factures, même si un délai ou un plan de paiement avaient été accordés pour celles-ci.

8.7 Sauf les cas prévus par la loi, Essent est habilité à facturer des frais pour l'envoi de factures ou courriers supplémentaires à la demande du Client ou à la suite de sa négligence. Le coût d'une lettre de rappel est de 7,50 euros; celui d'une mise en demeure par courrier recommandé est de 15,00 euros. En cas de retard de paiement ou de paiement incomplet d'une facture due ou si le compte du Client n'est pas suffisamment provisionné lorsque son compte est débité par domiciliation, le Client est redevable d'office et sans mise en demeure d'un intérêt de retard à dater de l'échéance, sur tous les montants impayés jusqu'à la date du paiement complet. Cet intérêt sera calculé au taux légal pour les Consommateurs et au taux visé par la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement en matière de transactions commerciales pour les Clients professionnels.

Tous les frais judiciaires et extrajudiciaires, y compris les frais raisonnables d'assistance juridique dans le cadre ou non d'une procédure, résultant du non-paiement dans les délais fixés ainsi que les intérêts de retard seront à charge du Client. Ces frais s'élèvent au moins à 10% des montants dus, avec un minimum de 30,00 euros pour les Consommateurs et au moins à 15% des montants dus, avec un minimum de 150,00 euros pour les Clients professionnels. Si Essent octroie au Client des délais de paiement, le non-respect de ces délais entraîne toujours la résiliation immédiate du Contrat.

8.8 Lorsque, dans le cadre du présent Contrat, le Consommateur est crédité d'un montant à la suite d'une erreur de facturation imputable à Essent, les intérêts sont calculés au taux légal et en cas de procédure judiciaire, une indemnité forfaitaire égale à 10 % du montant crédité sera payée au Consommateur.

8.9 Lorsqu'elles sont d'application, les dispositions légales et réglementaires relatives aux obligations de service public prévalent sur les dispositions des présentes conditions générales. Lorsque le Consommateur a le statut de client protégé ou a droit au tarif social, il lui incombe de communiquer à Essent les preuves et documents requis, sauf disposition légale contraire.

Article 9. Solvabilité/Garanties

9.1 Le Contrat est conclu sous la condition suspensive de la vérification par Essent que dans le cadre d'un contrat conclu précédemment avec Essent (i) le Client n'a pas eu des retards de paiement et/ou (ii) le Client n'est pas encore redevable de factures impayées. Pour le Client professionnel, le contrat est également soumis à la condition suspensive de la vérification par Essent de sa solvabilité. Dans ces cas, Essent communiquera son refus au Client au plus tard quinze jours calendrier après réception du Contrat, sauf lorsque le Client - avec l'accord explicite et préalable de Essent - constitue avant cette date une garantie.

9.2 Le montant de la garantie sera égal à trois mois de consommation moyenne. La garantie sera constituée par le biais d'un versement bancaire sur un compte de Essent. Elle sera restituée, soit au terme du contrat si le Client est en ordre de paiements, soit, à la demande du Client, après un an de contrat s'il apparaît que, pendant cette période, le Client a respecté scrupuleusement toutes ses échéances de paiement. Si au terme ou en cours de contrat, il apparaît qu'une ou plusieurs factures restent impayées, Essent se réserve le droit d'affecter la garantie, à concurrence des montants dus, au paiement de ces arriérés.

9.3 En cours de contrat, Essent peut réclamer au Client professionnel la constitution d'une garantie, selon les modalités visées à l'article 9.2, (i) s'il apparaît que sa solvabilité est en péril ou (ii) en cas de défauts ou de retards de paiement.

Article 10. Autres obligations

10.1 Dans la mesure du possible, le Client veillera à empêcher tout acte pouvant porter entrave à la Fourniture par Essent.

10.2 Le Client est tenu d'apporter toute son aide à Essent dans le cadre de son obligation de Fourniture et, notamment, en communiquant à Essent au plus tôt toute information, incident et changement de situation pouvant avoir une importance quelconque dans le cadre de l'exécution du Contrat, notamment:

- les dommages, défauts ou irrégularités observés ou soupçonnés au niveau du Compteur, bris de scellé compris.
- les différences substantielles qu'il prévoit par rapport au prélèvement attendu en toute logique par Essent.

Article 11. Responsabilité

11.1 Conformément à l'article 4, Essent décline toute responsabilité en cas d'absence de fourniture ou de fourniture insuffisante d'électricité et/ou de gaz naturel résultant d'une panne ou d'un défaut d'une installation, un raccordement ou un réseau et/ou consécutives à une interruption ou limitation du transport ou de la distribution par le Gestionnaire de réseau et/ou à la suite de l'interruption ou de l'expiration d'un Contrat de raccordement entre le Client et le Gestionnaire de réseau.

11.2 En toute hypothèse, la responsabilité de Essent se limite aux dommages directs résultant d'un dol, d'une faute grave ou intentionnelle de Essent. Sont donc notamment exclus les dommages indirects et immatériels. Pour les Consommateurs sont aussi exclus les dommages professionnels.

11.3 Sous réserve de disposition légale contraire, la responsabilité de Essent, est plafonnée à un montant égal à trois mois de consommation moyenne du Client et en toute hypothèse à 910.000 EUR par incident pour l'ensemble des Clients éventuellement lésés.

11.4 Tout dommage doit être signalé le plus rapidement possible par écrit à Essent, et au plus tard dans un délai d'un mois après sa survenance, sauf si le Client démontre les motifs qui l'ont empêché de signaler le dommage plus tôt.

11.5 Les dispositions relatives à la responsabilité contenues dans les paragraphes précédents du présent article s'appliquent également aux personnes dont Essent est responsable.

Article 12. Force majeure

12.1 Si, pour un motif indépendant de sa volonté, un cas de force majeure ou une cause fortuite, Essent n'est pas en mesure de remplir ses obligations à l'égard du Client, lesdites obligations sont suspendues pendant la durée de l'incident. Par cas de force majeure, on entend les événements sur lesquels Essent ne peut raisonnablement exercer aucun contrôle, et notamment, sans que cette liste soit exhaustive: la grève, une panne du Réseau, son non-fonctionnement, etc.

12.2 Si une situation résultant d'un motif indépendant de la volonté de Essent, d'un cas de force majeure ou d'une cause fortuite, dure plus de trois mois, les deux parties sont en droit de mettre fin par écrit à tout ou partie du Contrat, sans qu'aucune des deux soit redevable à l'autre d'une indemnisation.

Article 13. Cession du Contrat

13.1 Le Client ne peut pas céder à un tiers ses droits et devoirs découlant du Contrat sans accord écrit préalable de Essent. Essent ne refusera pas son accord sans raison valable.

13.2 Le Client consent à ce que le Contrat demeure en vigueur si Essent change de forme juridique ou si Essent cède ses activités à une autre personne morale dûment titulaire d'une licence de fourniture dans la région du Point de fourniture.

Article 14. Protection de la Vie Privée

14.1 Les données personnelles relatives au Client sont enregistrées dans les fichiers de Essent et traitées aux fins suivantes: exécution du Contrat (en ce compris les démarches nécessaires auprès du fournisseur précédent), gestion de la clientèle, gestion des paiements et prévention des défauts de paiement, établissement d'un profil de consommation pour calculer le montant de l'acompte, promotion, prospection et/ou actions commerciales relatives aux produits et/ou services de Essent. Le Client dispose gratuitement d'un droit d'opposition au traitement des données dans le cadre d'activités de promotion, de prospections et/ou autres actions commerciales.

14.2 Sauf disposition légale contraire, ces données peuvent être communiquées aux autorités publiques, au Gestionnaire de réseau, aux entreprises contractuellement liées et aux sociétés directement ou indirectement liées à Essent Belgium SA ainsi qu'aux autres fournisseurs notamment pour régler un changement de fournisseur.

14.3 Le Client a le droit de consulter et de corriger les données le concernant. Pour cela, il lui suffit d'adresser une demande écrite à Essent Belgium SA, Customer service, Noordersingel 19, 2140 Antwerpen.

Article 15. Loi applicable et tribunaux compétents

Les présentes conditions générales ainsi que tous les contrats auxquels elles s'appliquent sont régis par le droit belge. Tout litige lié au Contrat, aux présentes conditions générales, aux prescriptions et règles applicables en vertu de ceux-ci, est du ressort des tribunaux belges. Pour les Clients professionnels, seuls les tribunaux de l'arrondissement de Nivelles seront compétents.

Article 16. Déménagement

16.1 En cas de déménagement, il incombe au Consommateur d'en aviser Essent soit par téléphone, soit sur internet, soit par courrier, soit par e-mail, et de communiquer sa nouvelle adresse 7 jours calendrier après la date effective du déménagement.

16.2 Le Consommateur veillera également à communiquer à Essent le transfert ou la clôture du Compteur au Point de fourniture. Lorsqu'après le déménagement, le compteur reste ouvert, le Consommateur devra relever les compteurs sur un document écrit et signé avec le nouvel habitant (ou avec le propriétaire). Dans sa nouvelle habitation, le Consommateur devra également relever les compteurs dans un document écrit signé avec l'ancien habitant (ou avec le propriétaire). Essent pourra demander une copie de ces documents.

16.3 Lorsque Essent n'a pas reçu du Consommateur d'avis de déménagement avec relevé des compteurs au plus tard 7 jours ouvrables après le déménagement, Essent a le droit de faire relever le compteur par le Gestionnaire de réseau aux frais du Consommateur. En outre, en cas de notification tardive d'un déménagement, la consommation du Point de fourniture pourra être facturée au Consommateur jusqu'à 45 jours calendrier après ladite notification tardive.

Article 17. Électricité verte

En Région wallonne, l'électricité verte est définie par le décret wallon du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

En région de Bruxelles-capitale, l'électricité verte est définie par l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.

En Région flamande, l'électricité verte est définie par le décret flamand du 17 juillet 2000 portant organisation du marché de l'électricité.

Si, à la suite de modifications dans la législation ou la politique de subside des sources renouvelables d'énergie verte ou pour d'autres causes indépendantes de sa volonté, Essent ne dispose pas de suffisamment de sources renouvelables d'énergie durable, Essent est habilité à réduire au pro rata la fourniture de cette électricité et de la compléter par d'autres types d'énergies, dans la mesure du possible provenant de sources d'énergie durable. En aucun cas Essent ne sera redevable de dommages-intérêts.

Article 18. Clauses finales

18.1 En cas de caducité ou d'annulation d'une clause quelconque des présentes conditions générales, les autres clauses gardent leur plein effet, et Essent et le Client se concerteront afin de convenir d'une nouvelle clause en remplacement de la clause caduque ou annulée, en tenant compte autant que possible de l'objectif et de la portée de cette dernière.

18.2 Chaque partie s'engage à ne pas divulguer les informations de nature confidentielle reçues de l'autre partie avant et après la conclusion du Contrat. Toute information sera réputée confidentielle dès lors qu'une des parties la désigne comme telle.

18.3 Lorsque le Client est un Consommateur, chaque fois où il est précisé, dans les présentes conditions générales, que la résiliation du contrat par le Consommateur peut se faire par courrier recommandé, la réception par Essent de l'avis technique de changement de fournisseur, sera assimilée à un courrier recommandé.

La résiliation ou la renonciation à un contrat par un Consommateur n'a d'effets que (i) si le Point de fourniture est effectivement alimenté en électricité et/ou en gaz naturel par un autre fournisseur à la date de la fin de la Durée de fourniture ou (ii) si le Point de fourniture est fermé par le Gestionnaire de réseau. Le Consommateur reste donc tenu de respecter les obligations du Contrat (et notamment celles de paiement du prix) jusqu'à ce que Essent ne figure plus au registre d'accès comme fournisseur du point concerné.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, Essent se réserve le droit de demander au gestionnaire de réseau de fermer le point de livraison sauf disposition légale contraire.

Annexe aux conditions générales pour les clients résidentiels en Région wallonne:

a. Pour les clients résidentiels en Région wallonne, les dispositions légales relatives à la procédure de défaut de paiement, de placement de compteur à budget avec ou sans limiteur de puissance et le cas échéant, les dispositions relatives aux clients protégés sont applicables. Consultez les textes entiers dans le Décret Electricité du 12 avril 2001, le Décret Gaz du 19 décembre 2002 et leurs arrêtés d'exécution (voir notamment les Arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz).

b. Placement d'un compteur à budget à la demande du client résidentiel:

Le gestionnaire du réseau de distribution place un compteur à budget chez le client résidentiel raccordé en basse tension qui en fait la demande, directement ou via Essent, dans les quarante jours de la demande. Le coût du compteur à budget est à charge du gestionnaire de réseau. Le coût de son placement est à charge du Consommateur. Le Consommateur peut choisir d'apurer ce coût à l'aide d'un paiement comptant ou d'un paiement fractionné.

c. Défaut de paiement du client résidentiel en Région wallonne :

En cas de défaut de paiement par le Consommateur et si celui-ci n'a pas apporté de solution (plan de paiement, appel au CPAS, médiateur de dettes) suite à un rappel et à une mise en demeure, le Consommateur sera considéré comme en défaut de paiement. Un compteur à budget sera alors placé ou activé d'office. Le coût de ce placement du compteur à budget est à charge du Consommateur à concurrence d'un montant de 100 EUR indexé pour l'électricité et de 150 EUR indexé pour le gaz. Le système à prépaiement sera désactivé après que le Consommateur aura remboursé ses dettes. Si le Consommateur en défaut de paiement refuse ou entrave le placement d'un compteur à budget dans le cadre de cette procédure, sa fourniture d'énergie est suspendue par le gestionnaire du réseau. Dans ce cas, les frais de suspension et de rétablissement ultérieur de la fourniture sont entièrement à la charge du Consommateur.

d. Clients protégés en Région wallonne :

Le client résidentiel relevant d'une catégorie énumérée à l'art. 33 du Décret Electricité et 31bis du Décret Gaz est réputé « Client Protégé ». Lorsque le Consommateur est un Client Protégé, il en informe Essent par écrit (ou par l'intermédiaire du CPAS). Il annexe à son courrier toute pièce justificative nécessaire. Sauf disposition légale contraire, la demande pour bénéficier du statut de Client Protégé doit être renouvelée chaque année. Le Consommateur est tenu d'informer par écrit le fournisseur de la perte de sa qualité de Client Protégé dans les quinze jours.

Défaut de paiement du Client Protégé : Lorsque le Client Protégé est en défaut de paiement, le compteur à budget électricité est couplé à un limiteur de puissance et le coût du placement du compteur à budget est à charge du gestionnaire de réseau. Le Client Protégé qui n'alimente pas son compteur à budget bénéficie de la fourniture minimale garantie dont la puissance est fixée à 1300 Watts. Lorsque le Client Protégé a bénéficié uniquement de la fourniture minimale garantie pendant six mois et n'a pas acquitté les factures relatives à cette fourniture, il est déclaré en défaut récurrent de paiement; le gestionnaire du réseau est alors tenu de fournir le Client Protégé connecté à son réseau de la puissance minimale garantie. A défaut de solution proposée dans un délai de quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure par le gestionnaire du réseau, celui-ci pourra introduire une demande motivée auprès de la Commission locale d'avis de coupure en vue de couper l'électricité pour cause de mauvaise volonté manifeste. Pour le gaz, le Client Protégé en défaut de paiement est livré par le Gestionnaire de réseau à partir du placement du compteur à budget.

e. gestionnaires de réseau en Région wallonne:

AIEG, rue Fernand Marchand 44, 5020 FLAWINNE
AIESH, rue du Commerce 4, 6470 RANCE
ALE, rue Louvrex 95, 4000 LIÈGE
ALG, rue Sainte Marie 11, 4000 LIÈGE
Gaselwest, Stadhuis, 8800 ROESELARE
IDEG, avenue Albert 1er 19, 5000 NAMUR
IEH, c/o IGRETEC - boulevard Mayence 1, 6000 CHARLEROI
IGH, boulevard Mayence 1, 6000 CHARLEROI
Interest, Hôtel de Ville, 4700 EUPEN
Interlux, Hôtel de Ville, 6700 ARLON
Intermosane, Hôtel de Ville, 4000 LIÈGE
PBE, Diestsesteenweg 126, 3210 LUBBEEK
Regie de Wavre, rue de l'Ermitage 2, 1301 WAVRE
Sedilec, avenue Jean Monnet 2, 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE
Simogel, Hôtel de Ville, 7700 MOUSCRON